

# DIALOGUE

La lettre d'information de DIAL

Numéro 35

Octobre 2012

## Editorial

Cet éditorial n'a pas seulement vocation à annoncer l'actualité récente de DIAL et le contenu du nouveau DIALOGUE, il tire également un signal d'alarme en faveur d'un pays africain, le Mali, sur lequel plusieurs chercheurs de l'unité travaillent depuis de longues années en partenariat avec des institutions locales. Depuis le coup d'Etat du 21 mars dernier et la division du pays en deux, la situation du Mali est en effet préoccupante : des dizaines de milliers de personnes ont fui le Nord du pays et vivent dans des conditions difficiles à l'intérieur du pays comme dans les pays limitrophes. Ainsi, selon le HCR, ce sont plus de 450 000 personnes qui ont fui leur foyer au Mali, et plus de 265 000 qui ont cherché refuge dans les pays avoisinants comme le Burkina Faso, la Mauritanie et le Niger. Cette situation frappe une population particulièrement fragile et déjà lourdement marquée par la pauvreté et la malnutrition. Selon la dernière enquête Démographique et de Santé disponible, réalisée en 2006, deux enfants de moins de 5 ans sur cinq (38 %) souffrent d'un retard de croissance et un sur six (15 %) est atteint de maigreur. Les enfants vivant en zone sahélienne, donc au Nord du Mali, sont particulièrement à risque : pour la région de Tombouctou, ce sont près de 70 % des enfants qui sont anormalement petits et 23 % qui sont anormalement maigres. Il est à craindre que le déplacement forcé de ces populations n'entraîne chez ces enfants fragilisés une hausse dramatique de la mortalité. Aujourd'hui, l'actualité nous révèle que les conditions de vie et de sécurité dans les zones du Nord ne cessent de se dégrader. Pour couronner le tout, des invasions de criquets sont attendues tant dans le Nord du territoire que sur la ligne de division du pays. Sans possible intervention préventive dans ces zones, on peut craindre qu'une crise alimentaire ne vienne s'ajouter à la crise politique et sociale dont les conséquences à court et à long termes pourraient être catastrophiques.

En tant que chercheurs français ayant le Mali pour terrain d'étude, nous considérons être notre devoir d'alerter sur cette situation et demandons le renforcement immédiat de l'aide humanitaire d'urgence dans l'ensemble de la zone sahélienne. De plus, la coopération internationale bilatérale et multilatérale est suspendue depuis le coup d'Etat. Cela ne peut qu'aggraver la situation actuelle de l'ensemble de la population malienne. Dans les domaines de la recherche et de la coopération statistique, cette suspension se traduit d'abord par l'arrêt de l'essentiel des opérations de suivi et de collectes statistiques empêchant les autorités maliennes de disposer d'informations sur la situation économique et sociale du pays et de venir en aide de façon efficace aux populations en difficulté ; elle se traduit ensuite par la quasi impossibilité de poursuivre la coopération scientifique entamée avec nos collègues maliens, du fait de la sévère limitation imposée aux déplacements depuis et vers le Mali imposée par cette situation. A moyen terme, on peut craindre un affaiblissement considérable de la communauté de chercheurs maliens et un ralentissement des recherches sur ce pays, ce qui ne pourra être que fortement préjudiciable à la nécessaire consolidation de l'Etat malien et de son administration.

L'équipe DIAL

### Dans ce numéro :

*Article* : la mobilisation statistique pour l'étude des migrations africaines sub-sahariennes et de leurs impacts - *Actualité des projets en cours* : NOPOOR - La liste des documents de travail 2012 - L'appel à communications pour la prochaine conférence internationale DIAL des 27-28 juin 2013.

**IRD**  
Institut de recherche  
pour le développement

**DAUPHINE**  
UNIVERSITÉ PARIS



**DIALOGUE**  
est une publication  
semestrielle de DIAL  
éditée à 1.500 exemplaires  
en français et en anglais.

Formule d'abonnement  
gratuit disponible sur notre site  
[www.dial.prd.fr](http://www.dial.prd.fr)

Directeur de publication :  
Michel Laurent  
Rédacteurs en chef :  
Flore Gubert  
Philippe De Vreyer  
Mise en page :  
Coryne Ajavon  
Danielle Delmas  
Conception graphique :  
[www.iAntal.com](http://www.iAntal.com)

N°ISSN : 3451-7761  
UMR DIAL 225  
Institut de Recherche pour le  
Développement  
Université Paris-Dauphine

**D I A L**  
Développement Institutions & Mondialisation

# Mobilisation statistique pour l'étude des migrations africaines subsahariennes et de leurs impacts

L'augmentation du nombre de migrants internationaux dans le monde fait l'objet d'une attention grandissante de la part des institutions internationales et des gouvernements nationaux du Nord comme du Sud. Signe de cet intérêt croissant, rares ont été, sur la période récente, les réunions ou sommets internationaux n'abordant pas, sous un angle ou un autre, la question des migrations internationales et de leurs enjeux. Jusqu'à présent, ces manifestations ont surtout contribué à révéler l'état parcellaire des connaissances sur les facteurs d'intensification des flux migratoires, en particulier ceux en provenance des pays du Sud mais aussi sur le rôle de la mobilité humaine en tant que facteur de transmission du développement économique ou politique.

L'état parcellaire de nos connaissances est particulièrement criant pour les migrations africaines. Ces dernières ont surtout fait l'objet d'études monographiques ou se limitant à un seul et même espace national<sup>1</sup>. De plus, le manque de données officielles émanant d'appareils statistiques locaux aux moyens budgétaires et humains souvent restreints, de même que l'absence fréquente de bases d'échantillonnages sous la forme de données de recensements ou d'enquêtes ont limité jusqu'à présent les travaux et obligé les chercheurs à des recueils de données spécifiques<sup>2</sup>. La réalisation de projets scientifiques *ad hoc* impliquant la collaboration ou la mise en réseau de plusieurs centres nationaux de recherches du Nord et du Sud est ainsi devenue, ces dernières années, une exigence mais aussi une part essentielle du travail scientifique pour restituer et répondre à la complexité croissante des itinéraires migratoires et des trajectoires sociales, ainsi qu'à l'intensification des pratiques transnationales entre pays d'origine et pays d'accueil.

Les chercheurs de DIAL se sont engagés dans cette voie en concevant des dispositifs de recherche et des outils méthodologiques innovants ainsi qu'en organisant la collecte de données inédites à l'échelle aussi bien locale qu'internationale, la globalisation des flux migratoires nécessitant le recours accru à des enquêtes multi-niveaux.

Deux grands thèmes animent aujourd'hui les chercheurs de DIAL impliqués dans la compréhension des flux migratoires : d'une part, les déterminants sociaux de la mobilité ; d'autre part, l'impact des transferts monétaires et sociaux sur le développement économique et politique des sociétés du Sud. Les développements qui suivent visent à présenter synthétiquement les méthodes spécifiques de recueil de données de différents projets en cours dont les objets scientifiques dépassent parfois la seule question migratoire.

## 1. Les déterminants sociaux de la mobilité

Les déterminants sociaux de la mobilité furent l'une des premières questions posées par les chercheurs spécialisés dans l'étude du fait migratoire. Pour l'expliquer, les théories néo-classiques ont mis en avant soit les déséquilibres entre l'offre et la demande sur les marchés du travail en termes macro-économiques, soit les choix rationnels des individus sur le plan micro-économique. Ces hypothèses de travail ont depuis été remises en question. Les chercheurs de la Nouvelle Economie de la Migration (*New Economics of Labour Migration*) ont en effet appelé à prendre en considération des niveaux plus complexes, l'échelle du ménage notamment. La décision de migrer est en effet une décision non pas individuelle (ou seulement individuelle) mais collective puisqu'elle vise à maximiser les revenus et contrôler les risques au sein de l'unité familiale, qu'elle soit restreinte ou plus étendue, comme c'est le cas en Afrique.

Pour répondre à ces questions de recherche, les équipes de DIAL ont développé en partenariat avec des centres de recherches européens et africains plusieurs méthodologies: une harmonisation de bases de données pré-existantes afin d'initier des projets comparatifs sur les relations entre dynamiques démographiques et économiques ; la mise en place de protocoles de recueil de données rétrospectives pour étudier les stratégies des individus et des ménages ; le recueil de données de panel sur de larges échantillons représentatifs de ménages dont on identifie les noyaux familiaux.

## *Harmonisation et construction de bases de données*

Le projet *Migrations, marchés du travail et dynamiques démographiques en Afrique subsaharienne* (MIMADEM) est conduit depuis fin 2010 en collaboration avec le Centre d'études de populations, de pauvreté et de politiques socio-économiques (CEPS/INSTEAD) basé à Luxembourg, l'Institut Population, dévelop-

<sup>1</sup> Il faut néanmoins mentionner les travaux d'enquête d'envergure régionale en Afrique de l'Ouest au milieu des années 1990 à travers le REMUAO (Réseau d'enquêtes sur les migrations et l'urbanisation en Afrique de l'Ouest).

<sup>2</sup> Citons par exemple les travaux de Flore Gubert qui a enquêté des ménages en 1997 au sein de huit villages situés en bordure du fleuve Sénégal, à proximité de la ville de Kayes au Mali, pour évaluer quantitativement l'impact de la migration et des transferts sur les familles d'origine. Cf. Gubert F. (2000).

pement et santé de la reproduction (IPDSR) de l'Université Cheikh Anta Diop (UCAD) ainsi que les instituts nationaux de la statistique du Cameroun et du Mali. Les chercheurs impliqués dans ce projet s'attachent à réexaminer le concept de dividende démographique en dépassant le cadre des analyses basées sur des données agrégées par pays. Ils ont mobilisé des micro-données existantes issues d'enquêtes socioéconomiques et sociodémographiques. Le montage du projet de recherche MI-MADEM les a conduits à concevoir et réaliser la construction d'une base de données harmonisée à partir de toutes les enquêtes statistiques auprès des ménages existant dans les trois pays du projet: Cameroun, Mali, Sénégal.

Cette construction a posé un certain nombre de défis aussi bien dans la collecte de données que dans leur harmonisation et leur mise à disposition pour la communauté des chercheurs. Le premier était de réunir les données existantes. Bien que de nombreux catalogues d'enquêtes existent à l'exemple de celui de l'International Household Survey Network (IHSN), les données ne sont en effet pas toujours en ligne. Au total, 53 enquêtes qui couvrent trois décennies ont toutefois pu être réunies: 17 pour le Cameroun, 17 pour le Mali et 19 pour le Sénégal. Le second défi était l'harmonisation des données des différentes bases. L'objectif était en effet de fournir aux chercheurs du projet une base harmonisée « prête à l'emploi » qui rassemble l'ensemble des observations par ménage et par individu et qui contient un jeu de variables harmonisées portant sur différentes dimensions (localisation géographique, composition du ménage, âge et sexe des individus, éducation, emploi, confort du logement, informations sur les migrations, données anthropométriques etc.). Si ces variables n'étaient pas disponibles dans toutes les bases, un long travail de construction de variables harmonisées a pu être réalisé. La base harmonisée contient aujourd'hui un ensemble d'environ 100 variables au niveau des ménages et 120 variables au niveau des individus. Enfin, le troisième défi était de rendre cette base accessible aux chercheurs du projet répartis dans différents centres de recherche et instituts nationaux de statistiques en Afrique et en Europe, tout en assurant sa maintenance et sa mise à jour. Ce défi a été relevé grâce à la construction d'une interface en ligne de téléchargement des données, qui permet de sélectionner les bases et les variables sur lesquelles chaque équipe souhaite travailler.

Cette base de données offre désormais la possibilité de repositionner la problématique du dividende démographique à deux échelles d'analyse qui permettent de réelles avancées explicatives: l'échelle micro, à travers la mesure de l'articulation entre l'économique et le démographique au niveau du ménage ou des individus ; l'échelle méso, à travers la

création de séries temporelles d'indicateurs économiques et démographiques agrégés à des niveaux infranationaux. Elle permet également des recherches comparatives sur les évolutions du marché du travail en lien avec les migrations, cela sur une longue période de temps (de 1976 à 2006-08), ce qui est inédit sur ces trois pays.

### ***Recueil de données longitudinales et biographiques***

Pour le projet *Mobilités et précarité économique en Afrique sub-saharienne* (MOPREAS), l'équipe scientifique composée de chercheurs de DIAL et de l'Unité mixte de recherche (UMR) 201 « Développement et Sociétés » (IRD/Université Paris I-IEDES) s'est intéressée à la mobilité géographique en lien avec les stratégies d'individus ou de ménages pour surmonter des situations de précarité ou de pauvreté économique. La mobilité étant envisagée comme une ressource inégalement partagée entre les différents groupes sociaux, le premier enjeu du projet a été de déterminer quelles formes de mobilité sont les plus accessibles (investissement dans la migration internationale, mobilité interne au pays, migration saisonnière) et quels groupes sociaux les mobilisent. Le second enjeu a été de prendre en considération les dimensions spatiale et sociale des stratégies économiques de mobilités individuelles en enquêtant sur l'entourage des individus (localisation et mobilisation de la fratrie et des membres du réseau social pour la mobilité ou pour surmonter des difficultés) et sur leurs trajectoires de vie.

Pour ce faire, un protocole de recueil de données a été mis en place pour le Sénégal en zone rurale dans l'Observatoire de population de Niakhar situé à 150 kilomètres de Dakar<sup>3</sup>. L'enquête contient notamment les modules suivants : une description des logements et de leurs occupants (âge, sexe, parenté, scolarisation, etc.) accompagnée d'un recensement des passages dans le logement enquêté ; un recensement des déplacements temporaires des résidents habituels, de leurs trajectoires résidentielles et de leurs pratiques professionnelles sur l'année passée, ainsi que sur leur cycle de vie pour un sous-échantillon. Ces différents modules sont complétés par des questions portant sur les réseaux familiaux ou communautaires, les engagements associatifs ou politiques ainsi que sur les pratiques alimentaires et la gestion des denrées et du cheptel.

Portant sur plusieurs formes de mobilités (multi-résidentielles, saisonnières) avec une approche rétrospective et biographique, le protocole d'enquête permet de renouveler notre compréhension des

<sup>3</sup> *Des enquêtes en zones urbaines assez similaires ont été menées en Amérique latine (projet METAL) et en Afrique sub-saharienne (projet MOBOUA ; FSP Migrations ; financements SCAC Ouagadougou).*

déterminants de la mobilité. Il permet en effet de capter assez finement les mobilités internes, les migrations internationales étant marginales dans la zone étudiée. Il autorise de plus la mise en relation en relation de la mobilité géographique des individus avec la gestion des biens (denrées alimentaires notamment) en zone rurale et les processus de mobilisation du capital social à travers l'étude de la dispersion géographique de la fratrie, de la parenté et du réseau social plus largement (Chung E., Guénard C, 2012, à paraître).

### **Panel d'individus et noyaux familiaux**

Un troisième projet de recherche *Pauvreté et Structure Familiale* (PSF) réalisé en partenariat avec le Laboratoire d'Economie Appliquée de l'École d'Economie de Paris et l'Agence nationale de la statistique et de la démographie du Sénégal (ANSD) avait pour objectif principal d'étudier les relations entre la structure des ménages sénégalais et leur environnement économique (De Vreyer P., Lambert S., Sylla M. et Safir A., 2008). Dans un contexte marqué par la défaillance des marchés de l'assurance et du crédit, les ménages ont en effet peu de possibilité de s'assurer contre les chocs exogènes qui nuisent à leur bien-être. La famille et, plus largement, le réseau social peuvent alors constituer le moyen privilégié de mobiliser des ressources pour réduire les désagréments consécutifs à ces chocs.

Le projet PSF vise à répondre à trois questions. Dans quelle mesure le ménage adapte-t-il sa structure aux modifications de son environnement économique ? Quelles sont les structures familiales qui permettent le mieux de résister aux chocs ? Qui porte le poids de l'ajustement ? L'identification de « noyaux familiaux » dans des ménages qui peuvent être très élargis, composés de personnes ayant des liens familiaux plus ou moins distants mais également de non-apparentés (enfants confiés, aides familiaux etc.) permet d'identifier les personnes les plus à risque de tomber dans la pauvreté en fonction de leurs caractéristiques. Ce protocole de recueil de données sur les familles sénégalaises peut ainsi autoriser un meilleur ciblage des politiques publiques d'aide aux personnes en difficulté.

Dans la mesure où l'ajustement du ménage aux chocs exogènes peut passer par la modification de sa composition, le projet PSF comporte également une dimension de panel individuel laquelle est indispensable pour identifier avec précision les personnes portant le poids de l'ajustement. Un panel d'individus permet en effet d'obtenir des informations sur l'évolution de la situation moyenne de l'ensemble des membres du ménage d'origine et non pas seulement sur ceux qui n'ont pas quitté le ménage entre les deux passages d'enquête.

Ainsi un échantillon nationalement représentatif de 1 800 ménages a-t-il été tiré aléatoirement lors de la première vague en 2006-2007. Lors de la seconde vague de 2010-2012, chacune des 14 379 personnes qui avaient été interrogées précédemment a été recherchée et de nouveau interrogée, ainsi que son ménage, dès lors que son domicile est resté au Sénégal. Les ménages de la vague 1 ont tout d'abord été recherchés sur la base de leur adresse et des coordonnées GPS qui avaient alors été enregistrées. Dès lors qu'une personne au moins appartenant au ménage initial avait été retrouvée, son ménage a reçu un questionnaire administré par un enquêteur qualifié. Des questions ont en outre été posées sur les membres du ménage interviewés en 2006-2007 et absents lors de ce second passage. Un questionnaire dit de « pistage » a alors été rempli et transmis aux responsables de l'enquête en charge de l'attribution des personnes à "pister" aux différentes équipes sur le terrain. Tous les ménages identifiés comme étant le ménage d'appartenance d'au moins une personne vue lors de la vague 1 ont reçu le même questionnaire. L'expérience montre que même à 4 ans d'intervalle, il est possible de constituer un panel d'individus nationalement représentatif dans le contexte d'un pays à bas revenus: sur les 14 379 personnes à retrouver, une information sur leur localisation a pu être obtenue pour 99,7 % d'entre elles et 83,6 % ont pu être effectivement retrouvées et enquêtées à nouveau.

La représentativité au niveau national de l'échantillon fournit une photographie à ce jour inédite et complète des mouvements de population à l'intérieur du Sénégal, ainsi que des relations socio-économiques entre les ménages d'origine et les ménages d'accueil des migrants internes.

## **2. Impact des transferts monétaires et sociaux sur le développement économique et politique**

Ces dernières années, les centres de recherche ainsi que les agences bilatérales ou multilatérales ont porté une attention grandissante à l'impact des transferts monétaires réalisés par les migrants sur le développement économique de leur pays d'origine. L'extension de l'agenda scientifique à ces transferts financiers privés longtemps négligés était nécessaire en raison de leur volume croissant et de leur importance cruciale pour le financement des économies locales.

Afin de pleinement apprécier la complexité de leurs effets, les chercheurs ont également mis en exergue la nécessité de prendre en considération le fait que les transferts ne sont pas seulement monétaires mais aussi sociaux dans la mesure où ils engendrent une circulation de normes et de pratiques entre les pays d'origine et d'accueil. L'implication des migrants

dans leur pays d'origine a par conséquent un impact possible, par exemple, sur les modes de gouvernance et la production de biens publics locaux en plus des effets privés de leurs transferts sur leur ménage d'origine.

L'intérêt des chercheurs pour les pratiques transnationales des migrants a conduit à des innovations méthodologiques importantes pour l'étude des migrations. De nouvelles méthodes ont été développées au sein de DIAL pour prendre en considération les multiples niveaux dans lesquelles s'inscrivent ces pratiques: l'organisation d'enquêtes appariées entre pays d'accueil et de départ; l'ajout de modules d'enquêtes méso-économiques dans des dispositifs nationaux; la mise en place d'enquêtes multi-situées mêlant méthodes quantitatives et qualitatives.

### **Données appariées**

Conduit en collaboration avec le Forum Internazionale ed Europeo di Ricerche sull'Immigrazione (FIERI) basé en Italie ainsi que l'ANSD au Sénégal et les universités de Nouakchott en Mauritanie et de Cocody-Abidjan en Côte d'Ivoire, le projet *Migrations Internationales et Développement: Analyse sur Données Appariées migrants-familles d'origine au Sénégal* (MIDDAS) entend améliorer l'état des connaissances sur les liens entre migration internationale, transferts financiers et développement à partir de l'exemple du Sénégal.

L'originalité du projet tient en partie aux données collectées: des données d'enquêtes multi-sites auprès de migrants sénégalais dans 4 pays de destination aussi bien européens qu'africains (France, Italie, Mauritanie et Côte d'Ivoire). A partir des pays de destination, les échantillons ont été appariés avec les ménages d'origine via des enquêtes de pistage au Sénégal, sur la base du questionnaire complet de l'enquête PSF susmentionnée.

Lors de la première phase, des enquêtes multi-sites auprès d'échantillons représentatifs de migrants dans les pays de destination ont été réalisés selon un échantillonnage réalisé sur la base des derniers recensements de population et une prise de contact aléatoire dans les lieux publics. Lors de la seconde phase, des enquêtes de pistage furent conduites auprès des ménages d'origine sur la base des contacts fournis par les migrants. Au final, le taux de recontact des familles varie fortement selon le pays de résidence des migrants. Dans le cas des migrants sénégalais de France et d'Italie, les questions relatives à la famille d'origine ont suscité quelques réticences si bien que les coordonnées fournies étaient souvent soit insuffisantes, soit volontairement erronées. Seuls un tiers des familles d'origine a ainsi pu être recontacté et enquêté dans le cas des migrants sénégalais interrogés en France et un cinquième dans le cas italien. Le taux de recontact particulièrement

faible pour l'Italie tient sans conteste à la grande méfiance témoignée par les Sénégalais d'Italie vis-à-vis de l'enquête, cette méfiance résultant elle-même du climat particulièrement défavorable autour de la question migratoire qui prévalait au même moment en Italie. Dans le cas des migrants sénégalais de Mauritanie, les questions relatives à la famille d'origine sont apparues moins problématiques dans l'ensemble et la qualité des informations fournies s'en est ressentie, vraisemblablement en raison de la proximité géographique des deux pays et des liens « physiques » plus fréquents entretenus avec les membres restés au pays. Plus de 50% des familles d'origine des migrants ont ainsi pu être retrouvées et enquêtées. Le pistage des familles des migrants interrogés en Côte d'Ivoire n'a quant à lui pas eu lieu faute de ressources budgétaires suffisantes.

Un tel dispositif permet non seulement l'investigation de thèmes de recherche jusqu'à présent peu ou pas explorés faute de données adaptées, notamment sur la mesure des asymétries d'information pouvant exister entre les migrants et leurs familles d'origine, mais apporte également un éclairage original en raison de sa dimension comparative sur des questions déjà investies par d'autres chercheurs, en particulier sur la nature et l'étendue des pratiques transnationales de solidarité (Chort I., Gubert F., Senne J-N., 2012). Il vise en outre à approfondir la compréhension de la sélection des migrants au sein du ménage et à étudier les rendements de la migration au niveau familial dans la directe ligne de la Nouvelle Economie de la Migration.

### **Enquêtes au niveau méso-économique**

S'inscrivant dans une collaboration avec l'Institut national de la statistique du Mali (INSTAT), le projet *Associations de migrants, gouvernance et biens publics locaux – Mali, Sénégal* (GLAMMS) étudie l'impact des migrations sur les pays d'origine en adoptant une perspective méso-économique. En dehors des transferts à la famille, il est en effet fréquent que les migrants participent au développement de leur village ou communauté d'origine en finançant des biens publics locaux (écoles, dispensaires, magasins coopératifs, puits, etc.). Ces opérations sont généralement le fait d'associations de migrants regroupant les ressortissants originaires d'un même village ou d'une même communauté. Ce mode de regroupement est particulièrement répandu chez les populations issues du Mali ou du Sénégal. Or si la dynamique associative des immigrés a suscité l'intérêt des anthropologues en France comme en Italie, le phénomène semble en revanche être passé inaperçu des économistes ou des chercheurs d'autres disciplines. En outre, aucun travail visant à comparer les pratiques associatives des immigrés dans différents pays d'accueil n'avait jusqu'à présent été mené.

Le projet GLAMMS entend évaluer l'impact des projets portés par ces associations sur le développement des régions d'origine. A cette fin, les chercheurs ont procédé à un recensement aussi large que possible des associations maliennes et sénégalaises présentes en France et en Italie et à une analyse de leurs modes de fonctionnement.

Le premier défi du projet a résidé dans la compréhension de la gouvernance interne et externe des associations de migrants, à savoir les rapports qu'elles entretiennent avec les pouvoirs institutionnels et les acteurs associatifs « ici et là-bas », leurs modes d'intervention dans les communautés d'origine, les changements voire les ruptures qu'elles y induisent. Le second défi a été d'apprécier l'impact de ces associations sur la disponibilité en biens publics locaux dans les pays d'origine. Pour ce faire, des modules spécifiques ont été greffés à l'enquête représentative au niveau national qui est annuellement conduite par l'INSTAT (Enquête Modulaire et Permanente auprès des Ménages - EMOP). Elle s'est déroulée sur un échantillon de 7 176 ménages entre juillet et septembre 2011 au Mali, soit bien avant le coup d'Etat (Cf. *Situation actuelle au Mali dans l'éditorial*). Aux modules sur les caractéristiques démographiques, l'éducation, la santé et la consommation des membres du ménage, trois modules du projet GLAMMS ont été ajoutés : un module sur les migrations appliqué aux ménages et deux modules communautaires, l'un portant sur les caractéristiques de la commune de résidence des ménages et l'autre sur les caractéristiques de leur village de résidence, les communes administratives rurales du Mali étant constituées de plusieurs villages. Ces questionnaires ont ainsi été administrés dans 597 villages répartis dans 373 communes rurales.

L'enquête complète permet de mesurer les phénomènes migratoires au Mali, tant au niveau interne que vers l'extérieur. Elle donne de surcroît une vision représentative du tissu associatif présent dans le pays, de la disponibilité en biens publics tels que les points d'eau, les centres de santé et les écoles dans ces localités rurales ainsi que la distribution spatiale de ces derniers. En se fondant sur les informations relatives à la gestion de ces structures issues de la société civile, au fonctionnement et à la composition des conseils municipaux et villageois, les chercheurs seront en mesure d'apprécier le poids des associations de migrants dans le tissu associatif malien, leur rôle dans la disponibilité en biens publics, mais aussi l'insertion dans la vie politique nationale et locale malienne des migrants de retour au pays (Equipe GLAMMS-DIAL, 2012).

### **Enquêtes multi-situées « sortie des urnes »**

Enfin, dans le cadre du projet pluridisciplinaire *Économie politique de la migration internationale et de ses effets*

*sur les pays d'origine. Analyse du Sénégal et du Mali* (POLECOMI) qui associe DIAL à l'Institut national de la statistique du Mali (INSTAT) ainsi qu'à l'Institut de recherche sur les enjeux sociaux (Iris) et le Centre Maurice Halbwachs (CMH) de l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS), les chercheurs se sont attachés à comprendre comment la migration et les transferts collectifs des migrants influencent l'économie politique des pays d'origine. S'il existe une abondante littérature scientifique concernant les effets économiques de la migration et des transferts des migrants dans les pays d'origine, peu d'attention a en effet été accordée à leurs conséquences politiques à l'exception de quelques études portant sur le Mexique et, plus récemment, sur l'Inde (Fitzgerald D., 2009 ; Kapur D., 2010).

Pour étudier l'influence exercée par les migrants sur la gouvernance des pays d'origine, les chercheurs ont mis en place lors des élections sénégalaises de 2012 un protocole d'enquête inédit puisqu'il était multi-situé et qu'il mêlait méthodes quantitatives et qualitatives. Durant les mois précédant les présidentielles, une enquête ethnographique a été conduite auprès des principaux partis sénégalais disposant de sections en France et aux Etats-Unis<sup>4</sup>. Des questionnaires ont été ensuite administrés à la sortie des bureaux de vote lors des premiers tours des élections présidentielles et législatives sénégalaises dans les pays d'origine et d'accueil. Ce protocole était destiné à comprendre les pratiques de transnationalisme politique des migrants et à estimer leur influence sur les comportements politiques de leurs proches restés au pays. Le questionnaire administré auprès des migrants était composé de quatre modules principaux : les caractéristiques socio-démographiques du votant ; la nature et l'étendue de ses liens avec le Sénégal ; les engagements associatifs, syndicaux et partisans dans le pays d'accueil comme dans le pays d'origine ; enfin les transferts de normes et de pratiques. Lors du premier tour des élections présidentielles sénégalaises, 354 migrants ont été questionnés en France et 199 aux Etats-Unis, les violences précédant les élections n'ayant pu permettre de réaliser l'enquête-miroir au Sénégal. Lors du premier tour des législatives, 207 migrants sénégalais ont été enquêtés à Paris et 163 votants à Dakar, l'enquête s'étant attachée à un pays de destination seulement.

Les données recueillies permettent de mettre l'accent sur le fort engagement électoral de la population sénégalaise ainsi que sur les transferts sociaux qui s'opèrent entre pays d'origine et d'accueil, notamment en termes de normes civiques, de pratiques électorales et de capitaux sociaux (Chauvet, L., Dedieu J-P., Gubert F., Mesplé-Somps S., 2012).

<sup>4</sup> L'étude a été réalisée en collaboration avec la School of International and Public Affairs (SIPA) de Columbia University.



Le bilan des enquêtes et de leurs dispositifs donne une idée de la forte mobilisation statistique qui a animé l'équipe de DIAL ces dernières années. Les différents projets à l'initiative de ces collectes de données contribuent à enrichir notre compréhension des migrations et des dynamiques démographiques à l'œuvre sur le continent africain, notamment en Afrique de l'Ouest. De nombreuses recherches restent toutefois à mener sur la base de ces données à la fois riches et originales. Elles devraient non seulement déboucher sur une analyse plus fine des déterminants et des impacts des migrations (maliennes et sénégalaises en particulier) mais aussi aider à la mise en valeur de l'implication des expatriés dans le développement de leur pays d'origine.

Jean-Philippe Dedieu  
Charlotte Guénard

## Références

Gubert F. (2000), *Migration et gestion collective de risques. L'exemple de la région de Kayes (Mali)*, thèse de doctorat, Centre d'études et de recherche sur le développement international (CERDI) de l'Université de Clermont-Ferrand I.

Chung E., Guénard C. (2012) « *Mobilités, vulnérabilité et capital social: une analyse en milieu rural sénégalais* », Document de travail DIAL, DT 2012-16, (à paraître).

De Vreyer P., Lambert S., Sylla M. et Safir A. (2008), « Pauvreté et Structure Familiale. Pourquoi une nouvelle enquête ? », *STATECO* 102, pp. 5-20.

Chort I., Gubert F., Senne J-N. (2012), « Migrant Networks as a Basis for Social Control: Remittance incentives among Senegalese in France and Italy », *Regional Science and Urban Economics*, (à paraître).

GLAMMS-DIAL. (2012), *Le phénomène associatif des ressortissants maliens de l'étranger: premiers résultats d'un dispositif innovant*, Document de DIAL, à paraître.

Fitzgerald D. (2009), *A Nation of Emigrants: How Mexico Manages its Migration*. Berkeley, CA: University of California Press.

Kapur D. (2010), *Diaspora, Development, and Democracy. The Domestic Impact of International Migration from India*, Princeton, Princeton University Press.

Chauvet, L., Dedieu J-P., Gubert F., Mesplé-Somps S. (2012), « The migrants as vector of new social and political norms: A review of existing evidence with a focus on Mali and Senegal », Note DIAL pour le compte de l'OCDE, 11 p

## Programmes de recherche en cours

### NOPOOR

**La réunion de lancement du projet NOPOOR, coordonné par DIAL, a eu lieu du 11 au 13 juin 2012, au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, à Paris**

Le projet européen NOPOOR a démarré le 1<sup>er</sup> avril 2012 et va durer cinq ans. Il vise à **renforcer les connaissances pour améliorer et rendre plus efficaces les politiques de lutte contre la pauvreté**. En utilisant différentes approches (économétrie, économie politique, sociologie...) et méthodologies (sondages, études économétriques, études de cas...), les travaux de recherche NOPOOR ont pour objectif d'identifier les mécanismes clés qui expliquent la persistance et l'aggravation de la pauvreté dans les pays du Sud.

Au-delà de la production scientifique, le renforcement des capacités de recherche des équipes du Sud associées (encadrement de doctorants et de jeunes chercheurs; mise en place d'un réseau permanent d'instituts nationaux de statistiques) et la diffusion

des résultats scientifiques auprès des politiques et de la société civile sont deux objectifs essentiels du projet NOPOOR.

Des représentants des 20 équipes internationales engagées dans le projet NOPOOR se sont retrouvés à Paris en juin 2012, afin d'échanger sur les travaux de recherche qu'ils mèneront dans le cadre de ce partenariat pour les cinq années à venir. Toute l'équipe de DIAL s'est mobilisée pour les accueillir.

La réunion a été ouverte par Laurent Batsch, président de l'université Paris-Dauphine. La première journée a été dédiée aux présentations des programmes de recherche (Work Packages, WP), et a été l'occasion, pour chaque équipe, de présenter sa contribution au projet et surtout d'établir des liens entre programmes et partenaires. NOPOOR comprend une centaine de programmes de recherche sur différentes dimensions de la pauvreté, sur l'impact de l'aide et de la mondialisation sur la pauvreté, etc., répartis en huit WP scientifiques. Au cours de la deuxième journée, l'accent a été mis sur les relations avec

les décideurs politiques des pays du Sud associés et de l'Union Européenne, afin de fournir des outils pour rendre plus efficaces les politiques de lutte contre la pauvreté et converger vers les objectifs du millénaire pour le développement (OMD). Le projet NOPOOR contribuera également à la définition de nouveaux OMD. Une session publique a clôturé cette journée avec des interventions de membres du projet (Jean-Philippe Platteau et Ashwini Deshpande) et de l'*Advisory Board* (le sénateur brésilien, Eduardo Suplicy).

La première Assemblée Générale du projet s'est tenue lors de la troisième journée. et s'est attachée à en préciser la structure de gouvernance. L'Assemblée Générale prend ou valide les décisions importantes tandis que le « *Project Executive Board* » est chargé de l'exécution des décisions et du suivi des activités. Le coordinateur, assisté du « *Project Management Officer* » et d'une équipe de coordination (constituée de chercheurs de DIAL) assure la gestion et le suivi quotidien du projet.

Au cours des cinq prochaines années, tous les partenaires organiseront dans leur pays une ou plusieurs manifestations scientifiques dans le cadre du projet NOPOOR.

Chaque partenaire s'est engagé à mobiliser les acteurs et décideurs politiques de son pays dans cette réflexion sur les politiques de lutte contre la pauvreté. Ces rencontres vont faciliter les synergies et permettre des analyses comparatives.

**Consortium NOPOOR** : 20 institutions, 17 pays : 7 pays européens (France, Allemagne, Grande Bretagne, Espagne, Belgique, Luxembourg et Autriche), 4 pays d'Amérique Latine (Pérou, Brésil, Mexique et Chili), 4 pays d'Afrique (Sénégal, Ghana, Afrique du Sud et Madagascar) et 2 pays d'Asie du Sud-Est (Vietnam et Inde).

Le *Project Executive Board* s'est réuni à Namur le 22 octobre 2012. Le PEB comprend tous les coordinateurs de Work Packages. Il a entériné le premier amendement du projet qui autorise les quelques modifications souhaitées par certains partenaires dans leurs programmes ou la répartition de leur budget. Il a discuté le projet de *Consortium Agreement*, notamment ce qui concerne les droits de propriété intellectuelle. Selon ce texte, les connaissances et données collectées dans le cadre du projet NOPOOR sont mises à la disposition de tous les partenaires. Un outil particulier, la *Data Warehouse*, est mis en place pour faciliter le partage des données.





## ***Liste des documents de travail 2011***

*Ces documents peuvent être téléchargés sur le site de DIAL*

*([www.dial.prd.fr](http://www.dial.prd.fr))*

- DT 2012-01 **Confiance et scolarisation des enfants en milieu rural à Madagascar.**  
Nelly Rakoto-Tiana
- DT 2012-02 **The location choices of multinational firms: the role of internationalization experience and group affiliation.**  
Alexandre Gazaniol
- DT 2012-03 **The impact of outward FDI on the domestic perimeter of manufacturing groups.**  
Alexandre Gazaniol
- DT 2012-04 **Un nouvel indice du développement financier.**  
Rafael Cezar
- DT 2012-05 **The 1987-89 Locust Plague in Mali: Evidences of the Heterogeneous Impact of Income Shocks on Education Outcomes.**  
Philippe De Vreyer, Nathalie Guilbert, Sandrine Mesplé-Somps
- DT 2012-06 **How beliefs about the impact of immigration shape policy preferences: Evidence from Europe**  
Jérôme Héricourt, Gilles Spielvogel
- DT 2012-07 **Does poverty trap rural Malagasy households?**  
Anne-Claire Thomas
- DT 2012-08 **Brazilian states' domestic-foreign export capacities and market orientations in the 1990s**  
Ayçil Yücer
- DT 2012-09 **Heterogeneity and the Distance Puzzle**  
Elizaveta Archanskaia, Guillaume Daudin
- DT 2012-10 **Travailler dans le secteur informel : choix ou contrainte ? Une analyse de la satisfaction dans l'emploi au Vietnam**  
Mireille Razafindrakoto, François Roubaud, Jean-Michel Wachsberger
- DT 2012-11 **Economie informelle, crise et politiques publiques au Vietnam**  
Jean-Pierre Cling, Mireille Razafindrakoto, François Roubaud
- DT 2012-12 **Informal versus Formal: A Panel Data Analysis of Earnings Gaps in Madagascar**  
Christophe J. Nordman, Faly Rakotomanana, François Roubaud
- DT 2012-13 **Vocational Education, On-the-Job Training and Labour Market Integration of Young Workers in Urban West Africa**  
Christophe J. Nordman, Laure Pasquier-Doumer
- DT 2012-14 **Partenaires émergents : quels enjeux pour la soutenabilité de la dette africaine ?**  
Dieudonné Bleossi Dahoun, Marc Raffinot.
- DT 2012-15 **Le transnationalisme politique. Une analyse des élections présidentielles sénégalaises en France et aux Etats-Unis.**  
Lisa Chauvet, Jean-Philippe Dedieu, Flore Gubert, Sandrine Mesplé-Somps, Etienne Smith
- DT 2012-16 **Mobilités, vulnérabilité et capital social: une analyse en milieu rural sénégalais »,**  
Elisabeth Chung, Charlotte Guénard
- DT 2012-17 **Taille des villes, urbanisation et spécialisations économiques ; Une analyse sur micro-données exhaustives des 10 000 localités maliennes**  
Claire Bernard, Sandrine Mesplé-Somps, Gilles Spielvogel,



*Appel à communications*

**Institutions et Développement**

Colloque International organisé par DIAL

Université Paris-Dauphine et Institut de Recherche pour le Développement

**Paris, 27 et 28 juin 2013**

L'Université Paris-Dauphine (UPD) et l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD) organisent conjointement leur deuxième colloque international en économie du développement. Ce colloque qui se tiendra à Paris fournira un espace de discussion des innovations théoriques et empiriques sur les institutions et le développement. Les chercheurs intéressés sont invités à envoyer des articles, axés sur les pays en développement et relatifs aux thèmes suggérés suivants :

- Fonctionnement des institutions et des marchés
- Histoire des institutions et colonisation
- Institutions internationales
- Gouvernance et corruption
- Institutions informelles et réseaux

**Conférenciers invités :**

Jean-Philippe Platteau (CRED, Université de Namur) et Ragnar Torvik (Norwegian University of Science and Technology)

Les articles soumis peuvent être en version préliminaire. Les résumés seuls ne seront pas acceptés.

Merci de soumettre les contributions en format PDF avec mots-clés et résumé (150 mots) au plus tard le **15 février 2013**, sur [le site web](#) de la conférence.

Le comité scientifique évaluera toutes les propositions et sera particulièrement attentif à l'originalité, la rigueur analytique et la pertinence en matière de politique économique. Le résultat du processus de sélection sera annoncé **le 4 avril 2013** au plus tard.

**Comité d'organisation :**

Florence Arestoff (UPD), Anne Boring (Sciences Po), Anda David (UPD), Philippe DeVreyer (UPD), Flore Gubert (IRD), Charlotte Guénard (Université Paris I), Emmanuelle Lavallée (UPD), Marion Mercier (PSE), Marc Raffinot (UPD).

**Comité Scientifique :**

Ayça Akarçay (Université de Galatasaray), Marta Castilho (Universidade Federal do Rio de Janeiro), Lisa Chauvet (IRD), Denis Cogneau (IRD), Margherita Comola (Université Paris I), Guillaume Daudin (UPD), Ashwini Deshpande (University of Delhi), Christelle Dumas (Université de Lorraine), Michael Grimm (University of Passau), Catherine Guirkingner (CRED, Université de Namur), Elise Huillery (Sciences Po), Ahmet Insel (Université de Galatasaray), Rachel Kranton (Duke University), Sylvie Lambert (PSE), Sonia Laszlo (McGill University), Pierre-Guillaume Méon (Université Libre de Bruxelles), El Mouhoub Mouhoud (UPD), Kako Nubukpo (UEMOA), Mamy Ravelomanana (Université d'Ankatso), Mireille Razafindrakoto (IRD), Jérôme Sgard (CERI), Thang Nguyen (Académie des Sciences Sociales du Vietnam), Léonard Wantchekon (IREEP et New York University).